

## **COMMUNE DE GIVORS**

### **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 JUIN 2023**

**Convocation :** 16/06/2023

**Affichage liste délibérations :** 27/06/2023

**Conseillers en exercice :** 35 **PRÉSIDENT** : Monsieur BOUDJELLABA

**Présents :** 28 **SECRETARE** : Madame FORNENGO

**L'an deux mille vingt trois, le vingt deux juin à 19 heures, en salle du conseil municipal.**

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS**

Monsieur Mohamed BOUDJELLABA ; Madame Laurence FRETY ; Monsieur Foued RAHMOUNI ; Madame Dalila ALLALI ; Monsieur Cyril MATHEY ; Monsieur Loïc MEZIK ; Monsieur Azdine MERMOURI ; Madame Sabine RUTON ; Madame Martine SYLVESTRE ; Monsieur Alipio VITORIO ; Monsieur Benjamin ALLIGANT ; Monsieur Gregory D'ANGELO ; Madame Audrey PENNETIER-CLAUSTRE ; Madame Solange FORNENGO ; Monsieur Tarik KHEDDACHE ; Madame Delphine PAILLOT ; Monsieur Fabrice RIVA ; Monsieur Jean-Yves CABALLERO ; Madame Françoise DIOP ; Madame Isabelle FERNANDES ; Monsieur Robert JOUVE ; Madame Zafer DEMIRAL ; Monsieur Gaël BON ; Madame Florence MERIDJI ; Monsieur Thomas KUNESCH ; Madame Josiane BONNET ; Madame Nathalie BODARD ; Monsieur Hocine HAOUES

#### **ABSENTS REPRÉSENTÉS**

Madame Nabiha LAOUADI a donné procuration à Monsieur Mohamed BOUDJELLABA

Madame Françoise BATUT a donné procuration à Madame Solange FORNENGO

Madame Christiane CHARNAY a donné procuration à Madame Françoise DIOP

Monsieur Jonathan LONOCE a donné procuration à Monsieur Hocine HAOUES

Monsieur Jean-Pierre GUENON a donné procuration à Madame Dalila ALLALI

#### **ABSENTS**

Monsieur Ali SEMARI ; Madame Edwige MOIOLI

**DEL20230622\_18**

**COFINANCEMENT DU POSTE DE CHARGÉ DE PROJET EMPLOI INSERTION  
TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR**

**RAPPORTEUR** : Foued RAHMOUNI

À l'entrée sud de la Métropole de Lyon, les communes de Givors et Grigny comptent ensemble près de 30 000 habitants. Ces communes partagent une histoire et des similarités liées à l'emploi et l'insertion. Alors que les mutations du 20<sup>ème</sup> siècle ont profondément modifié les industries du bassin d'emploi, la précarité économique s'est accentuée ces dernières années : précarité de l'emploi importante, nombre important de bénéficiaires des minimas sociaux, enclavement possible des personnes les plus éloignées de l'emploi du fait de l'éloignement géographique et la mauvaise liaison en transport avec les grandes zones d'emplois de la Métropole.

Les deux communes ont la volonté partagée de porter conjointement un projet « Territoire Zéro Chômeur Longue Durée » (TZCLD) intercommunal entre les QPV Vallon / les Vernes. La démarche TZCLD vise à démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire circonscrit, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée déterminée.

Dans ce cadre, il est nécessaire de recruter un chef de projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée dans l'objectif d'une candidature pour le compte des deux communes.

Pour ce faire, la commune de Grigny s'engage à prendre en charge l'ensemble des frais liés au recrutement du chef de projet (salaire brut, frais de déplacement, formations payantes hors CNFPT, assurance, indemnités diverses, frais de télécommunication et toutes autres dépenses liées à la réalisation de ses missions...).

Sur la base des populations respectives des deux QPV, Vallons et Vernes, des communes de Givors-Grigny, une clé de répartition a été validée. La commune de Givors remboursera 75 % de ces coûts via une participation semestrielle basée sur le réalisé. Le coût global est estimé pour une année à 46 740 euros.

La convention en annexe à la présente délibération a pour objet de fixer les missions du chef de projet « Territoire Zéro Chômeur Longue Durée » et de définir les modalités de participation financière de la commune de Givors au recrutement.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,****A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS AVEC :****33 VOIX POUR****DÉCIDE**

- D'APPROUVER la convention de partenariat avec la commune de Grigny pour le financement et la mutualisation du poste « chef de projet Territoire Zéro Chômeur Longue Durée » ;
- D'AUTORISER monsieur le maire à signer ladite convention, ci-jointe ;
- DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget de la ville, chapitre 65.

Envoyé en préfecture le 26/06/2023

Reçu en préfecture le 26/06/2023

Publié le



ID : 069-216900910-20230622-DEL20230622\_18-DE

Le maire,

Mohamed BOUDJELLABA

La secrétaire de séance,

Solange FORNENGO

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire de Givors dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

**CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNE DE GRIGNY POUR LE  
FINANCEMENT ET LA MUTUALISATION DU POSTE « CHEF DE PROJET TERRITOIRE  
ZERO CHOMEUR LONGUE DUREE »**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La commune de GIVORS, représentée par Monsieur Mohamed BOUDJELLABA, Maire, dument habilité à la signature de la présente par délibération n°XX en date du 22 juin 2023, désignée ci-après « la commune »

D'UNE PART,

**ET :**

La commune de Grigny, représentée par Monsieur Xavier ODO, Maire, dument habilité à la signature de la présente par délibération n° XX en date du XXXX,

D'AUTRE PART,

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

A l'entrée sud de la Métropole de Lyon, les communes de Givors et Grigny comptent ensemble près de 30 000 habitants.

Ces communes partagent une histoire et des similarités liées à l'emploi et l'insertion. Alors que les mutations du 20ème siècle ont profondément modifié les industries du bassin d'emploi, la précarité économique s'est accentuée ces dernières années : précarité de l'emploi importante, nombre important de bénéficiaires des minimas sociaux, enclavement possible des personnes les plus éloignées de l'emploi du fait de l'éloignement géographique et la mauvaise liaison en transport avec les grandes zones d'emplois de la Métropole.

Les deux communes ont la volonté partagée de porter conjointement un projet "territoire zéro chômeur longue durée" intercommunal entre les QPV Vallon / les Vernes. La démarche

TZCLD vise à démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire circonscrit, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée déterminée.

Dans ce cadre, il est nécessaire de recruter un chef de projet Zéro Chômage de Longue Durée dans l'objectif d'une candidature pour le compte des deux communes.

IL A ENSUITE ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

### **Article 1 – Objet et présentation du partenariat**

La présente convention a pour objet de fixer les missions du chef de projet « Territoire zéro-chômeur longue durée » et de définir les modalités de participation financière de la commune de Givors au recrutement.

### **Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue à compter du 14 février 2023, date de la prise de poste du chef de projet et se termine à la fin de contrat du chef de projet le 18 juin 2024.

### **Article 3 : Description, missions du poste et conditions d'emploi**

Le chef de projet « Territoire zéro chômeur longue durée » interviendra pour le compte des deux communes de Givors et Grigny. Il aura pour missions de :

- Piloter la démarche d'élaboration de la candidature TZCLD :
  - Assurer avec les services publics de l'emploi et les acteurs locaux la mobilisation des demandeurs d'emploi dans une logique d'aller vers (identification des chômeurs longue durée intéressés et de leurs compétences valorisables) ;
  - Identifier les activités potentielles de la future EBE (Entreprise à But d'Emploi) en lien avec le tissu économique local ;
  - Assurer les recherches et études sur le foncier et la localisation de l'EBE.
  - Définir le modèle économique et le montage administratif, juridique et financier de la future EBE.
  - Créer et animer le Comité Local de l'Emploi (CLE) dans une logique de « gouvernance partagée » et partenariale.
- Assurer la communication du projet auprès des habitants et des partenaires dans ses différentes étapes.
- Rédiger la candidature TZCLD en associant et mobilisant les différentes parties prenantes.
- Participer à la veille territoriale autour des questions d'emploi et d'insertion, en lien avec les services communaux (CCAS, équipes politique de la ville, ...).

- Mettre en place des dispositifs / actions favorisant la levée des freins vers l'emploi pour les Givordins et Grignerots : comme par exemple des forums pour l'emploi, des temps d'échanges en aller-vers dans les QPV, actions autour de la mobilité et du numérique, etc...
- Articuler la démarche TZCLD avec les autres dynamiques autour de l'emploi et de l'insertion sur le territoire intercommunal

La fiche de poste précisant les missions et le profil du candidat est jointe en annexe de la présente convention.

Le chef de projet sera recruté par la commune de Grigny en tant qu'agent contractuel de droit public pour une durée de 12 mois, via un contrat de projet, sans renouvellement.

La commune de Givors sera pleinement associée au recrutement du chef de projet.

Chacune des communes mettra à disposition du chef de projet un espace de travail.

Le chef de projet est placé sous l'autorité hiérarchique de la commune de Grigny. La gestion quotidienne de ses conditions de travail (congés, absence, formations, évaluation...) est gérée par la commune de Grigny. Dans le cadre de son évaluation, la commune de Givors fera part à la commune de Grigny de ses appréciations.

#### **Article 4 : Modalité de contrôle et d'évaluation**

Des comités de pilotage seront mis en place régulièrement entre les deux communes tout au long de l'année.

Ces comités de pilotage ont notamment pour objet de :

- Définir les orientations du projet, notamment l'organisation du comité local pour l'emploi
- Faire le point régulier sur l'avancée du projet
- Donner son arbitrage sur des aspects bloquants et apporter d'éventuelles solutions etc.

Ces comités de pilotage seront constitués de la manière suivante :

- Les élus de référence des communes
- Les techniciens et référents en charge de la supervision de la mission.

Les référents du chef de projet seront :

- Pour la commune de Grigny : Le directeur des services urbains et solidaires en charge de la politique de la ville, monsieur Vincent Béal
- Pour la commune de Givors : La directrice adjointe de la politique de la ville, madame Christelle Gelas Deygat

En cas de changement du référent, chacune des communes devra en informer l'autre partie par simple courrier.

Des points réguliers de suivi seront mis en place de manière hebdomadaire entre les deux référents des communes et le chef de projet.

En cas de difficultés dans l'exécution des missions du chef de projet, chacune des communes devra en informer l'autre par tout moyen écrit (lettre, courriel).

En cas de faute disciplinaire, d'insuffisance professionnelle ou d'inaptitude physique définitive, le charge de projet sera licencié.

En cas de licenciement, toutes les indemnités dues seront prises en charge selon la clé de répartition (75 % par la ville de Givors – 25 % par la ville de Grigny)

Il peut être mis fin au contrat, d'un commun accord entre les deux villes, durant la période d'essai d'une durée de 1 mois renouvelable une fois.

Le contrat de projet étant d'un an, il n'est pas possible de mettre en œuvre une rupture anticipée de la part de l'employeur autre que pour les motifs sus nommés. Les deux communes s'engagent donc à honorer les termes de la convention jusqu'à la fin du contrat du chef de projet à savoir le 18 juin 2024.

### **Article 5 : Modalités financières**

La commune de Grigny s'engage à prendre en charge l'ensemble des frais liés au recrutement du chef de projet (salaire brut, frais de déplacement, formations payantes hors CNFPT, assurance, indemnités diverses, frais de télécommunication et toutes autres dépenses liées à la réalisation de ses missions...).

Sur la base des populations respectives des deux QPV, Vallons et Vernes, des communes de Givors-Grigny, une clé de répartition a été validée. La commune de Givors remboursera 75 % de ces coûts via une participation semestrielle basée sur le réalisé. Ces coûts devront être justifiés.

Le montant global de la rémunération est estimé à 3 895 euros brut par mois, soit pour une année à 46 740 euros, à cela s'ajoutera les primes annuelles et les frais annexes éventuels mentionnés ci-dessus.

Le versement de la participation interviendra en deux fois au mois de janvier et au mois de juin.

Fait en deux exemplaires dont un remis à chacune des parties

A Givors, le ..

A Givors, le ..

Pour la commune de Givors,  
Monsieur Mohamed BOUDJELLABA  
Maire

Pour la commune de Grigny ...,  
Monsieur Xavier ODO  
Maire

Annexe 1 : Fiche de poste

Envoyé en préfecture le 26/06/2023

Reçu en préfecture le 26/06/2023

Publié le



ID : 069-216900910-20230622-DEL20230622\_18-DE